



PRÉFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS

PRÉFECTURE

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DES COLLECTIVITÉS LOCALES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

DDDCL/BE/SF

Dossier n° 93 B 29 00038 A

Arrêté préfectoral n° 2013-3351 du 12 décembre 2013
de suppression de l'installation classée pour la protection de l'environnement exploitée par la
SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 (S.N. ENVIRONNEMENT 93)
sise 13, allée de Lisbonne aux Pavillons-sous-Bois

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, livre I^{er}, titre VII relatif aux contrôles administratifs et mesures de police administrative et livre V, titre I^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-7, L. 171-10, L. 171-11, L.172-1, L. 511-1 et L. 514-5, R. 512-39-1 à R. 512-39-3 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu l'arrêté n° 2013-1885 en date du 26 juin 2013 de suspension des activités et de mise en demeure de régulariser la situation administrative des installations de la SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 (S.N. ENVIRONNEMENT 93) sises dans la commune des Pavillons-sous-Bois ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013-2246 du 30 juillet 2013 relatif auxdites installations ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 31 octobre 2013, transmis à l'exploitant par courrier en date du 8 novembre 2013 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le même courrier en date du 8 novembre 2013 informant l'exploitant de la décision de suppression des installations ainsi que de remise en état des lieux susceptible d'être prise à son encontre en application du 2° de l'article L. 171-7 susvisé ;

Vu les observations de M. Roger KAKOU, agissant en qualité de gérant de la SCI DU 14 JUILLET, ayant son siège social 3, rue Troyon à Paris (75017), formulées par courrier en date du 21 novembre 2013 déclarant faire suite au rapport d'inspection du 31 octobre 2013 susvisé ;

1/3

Considérant que le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 31 octobre 2013 constate que M. Roger KAKOU, dirigeant des installations de la SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 (S.N. ENVIRONNEMENT 93) sises dans la commune des Pavillons-sous-Bois est également le gérant de la SCI DU 14 JUILLET qui est propriétaire du site ;

Considérant que les installations de la SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 (S.N. ENVIRONNEMENT 93) sont exploitées sans l'autorisation nécessaire et qu'à la date d'édiction du présent arrêté, la mise en demeure de régulariser et la suspension des activités issues de l'arrêté préfectoral en date du 26 juin 2013 susvisé ne sont pas satisfaites ;

Considérant la gravité des atteintes aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement liée à la poursuite de l'activité de la société en situation irrégulière, et notamment le risque de pollution des sols induit par le stockage à l'air libre de déchets sur une surface non étanche pouvant être lessivée par la pluie, le risque d'incendie des déchets en raison de leur brûlage dans un hangar sans traitement des fumées et sans condition de sécurité, et les nuisances olfactives pour le voisinage.

Considérant que face à la situation irrégulière des installations de la SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 (S.N. ENVIRONNEMENT 93) et eu égard à la gravité des atteintes aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L. 171-7 du même code en supprimant les installations visées par la mise en demeure issue de l'arrêté préfectoral en date du 26 juin 2013 susvisé ainsi qu'en imposant la remise en état des lieux ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis,

A R R Ê T E

Article 1^{er} : Les installations classées pour la protection de l'environnement visées à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral de suspension des activités et de mise en demeure de régulariser la situation administrative n° 2013-1885 en date du 26 juin 2013 sont supprimées dans un délai n'excédant pas deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 2 : L'exploitant devra fournir un dossier de cessation d'activité conforme aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 du code de l'environnement et mettre en œuvre les mesures nécessaires à la remise en état du site, en plus de celles déjà prescrites par l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 juillet 2013.

Article 3 : Dans le cas où la suppression prévue à l'article 1^{er} du présent arrêté ne serait pas respectée, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être apposé des scellés sur les installations concernées conformément à l'article L. 171-10 du code de l'environnement.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié au siège de la SOCIÉTÉ NOUVELLE ENVIRONNEMENT 93 (S.N. ENVIRONNEMENT 93), 1, avenue Marx Dormoy à Bondy (93140), par lettre recommandée avec avis de réception.

Il sera également notifié au domicile du gérant par les services de la circonscription de sécurité de proximité territorialement compétente.

Article 5 : Une copie du présent arrêté sera adressée au maire des Pavillons-sous-Bois pour information.

Article 6 : *Voies et délais de recours* (article R. 514-3-1 du code précité) :

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Montreuil :

1/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle ledit arrêté a été notifié.

2/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit arrêté. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage dudit arrêté, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Ces délais ne font pas obstacle à l'exécution de la décision, même en cas de recours gracieux ou hiérarchique.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, la sous-préfète chargée de mission auprès du préfet, secrétaire générale adjointe, chargée de l'arrondissement chef-lieu, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France, le directeur territorial de la sécurité de proximité de la Seine-Saint-Denis sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera publiée au bulletin d'informations administratives de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Le préfet,

pour le préfet et par délégation
le secrétaire général

Hugues BESANCENOT